



**Programme
des Nations Unies
pour l'environnement**

Distr. : générale
18 août 2014

Français
Original : anglais

**Comité de négociation intergouvernemental
chargé d'élaborer un instrument international
juridiquement contraignant sur le mercure
Sixième session**

Bangkok, 3-7 novembre 2014

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Travaux préparatoires en vue de l'entrée en vigueur
de la Convention de Minamata sur le mercure et de la
première réunion de la Conférence des Parties : questions
qui, en vertu de la Convention, doivent faire l'objet
d'une décision de la Conférence des Parties à sa
première réunion**

**Réflexions sur l'avant-projet d'orientations concernant les
stratégies, politiques et priorités programmatiques globales et
les conditions d'octroi et d'utilisation des ressources, et
concernant la liste indicative de catégories d'activités que la
Caisse du Fonds pour l'environnement mondial financera**

Note du secrétariat

1. Au paragraphe 5 de l'article 13, la Convention de Minamata sur le mercure institue un mécanisme destiné à fournir en temps voulu des ressources financières adéquates et prévisibles. Ce mécanisme doit aider les Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention. Le paragraphe 6 du même article dispose que le mécanisme inclut la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et un « programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique ». Le fonctionnement du mécanisme de financement, s'agissant en particulier de son programme international spécifique, fait l'objet de la note du secrétariat sur l'examen préliminaire du mécanisme de financement (UNEP(DTIE)/Hg/INC.6/20).

2. Le paragraphe 7 de l'article 13 de la Convention de Minamata prévoit que la Caisse du FEM fournit en temps voulu des ressources financières nouvelles, prévisibles et adéquates pour couvrir les coûts de l'aide à la mise en œuvre de la Convention, comme convenu par la Conférence des Parties. Il précise également qu'aux fins de la Convention, la Caisse du FEM est placée sous la direction de la Conférence des Parties à laquelle elle rend compte, que la Caisse fournit des ressources pour couvrir les surcoûts convenus liés aux avantages environnementaux mondiaux et l'ensemble des coûts convenus de certaines activités habilitantes et que la Conférence des Parties énonce des orientations sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales ainsi que sur les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières, ainsi que des orientations sur une liste indicative des catégories d'activités qui pourraient bénéficier du soutien de la Caisse du FEM. Au paragraphe 3 de sa résolution relative aux dispositions financières, la Conférence de plénipotentiaires

* UNEP(DTIE)/Hg/INC.6/1.

relative à la Convention de Minamata sur le mercure a décidé que le Comité de négociation intergouvernemental devrait élaborer et adopter provisoirement ces orientations, en attendant leur adoption formelle par la Conférence des Parties à sa première réunion.

3. À sa cinquième réunion, tenue en mai 2014 à Cancún (Mexique), l'Assemblée du FEM a décidé, lors de l'examen du soutien à apporter à la Convention de Minamata, d'allouer 141 millions de dollars au titre de la sixième reconstitution pour des activités menées aux fins de la Convention, qui se répartissent comme suit :

- a) Concevoir de nouveaux outils et méthodes économiques pour assurer la gestion rationnelle des produits chimiques et déchets dangereux et en démontrer l'efficacité : 10 millions de dollars;
- b) Promouvoir des activités habilitantes et faire en sorte qu'il leur soit fait une place dans les budgets nationaux, les processus de planification, les politiques et mesures nationales et sectorielles et le suivi au niveau mondial : 30 millions de dollars;
- c) Réduire ou éliminer les émissions et rejets anthropiques de mercure dans l'environnement : 78 millions de dollars;
- d) Favoriser les approches régionales visant à éliminer et réduire la production de produits chimiques et de déchets dangereux dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement : 23 millions de dollars.

4. Le secrétariat du FEM a fourni des orientations préliminaires concernant l'accès aux ressources pour les activités habilitantes, en particulier pour des activités d'évaluation initiale au titre de la Convention de Minamata et pour l'élaboration de plans d'action nationaux concernant l'extraction d'or artisanale et à petite échelle. Seuls les pays signataires ont droit à ce financement. On a eu recours à ces orientations pour les propositions de financement dans le cadre de la cinquième reconstitution. Dans le document UNEP(DTIE)/Hg/INC.6/INF/6 figure un rapport des activités menées avec l'appui du FEM.

5. Lorsqu'il examinera les orientations à fournir au FEM concernant une liste indicative de catégories d'activités à financer, le Comité souhaitera peut-être se pencher sur les points suivants. Premièrement, le Comité souhaitera peut-être cibler les activités que les Parties sont tenues de mettre en œuvre en application de la Convention. Deuxièmement, il souhaitera peut-être fournir des orientations sur les conditions dans lesquelles des activités non obligatoires mais favorisant une application rapide de la Convention ou des réductions directes d'émissions ou de rejets de mercure pourraient être financées. Troisièmement, il souhaitera peut-être fournir des orientations supplémentaires concernant les activités habilitantes, de manière à compléter les orientations que le secrétariat du FEM a fournies. Ces dernières figurent en annexe de la présente note.

6. Aux fins de l'examen de la catégorie d'activités qui procèdent des obligations incombant aux Parties au titre de la Convention, il convient de noter que certaines activités sont obligatoires au titre des articles suivants : article 3 (Sources d'approvisionnement en mercure et commerce); article 4 (Produits contenant du mercure ajouté); article 5 (Procédés de fabrication utilisant du mercure ou des composés du mercure); article 7 (Extraction minière artisanale et à petite échelle d'or); article 8 (Émissions); article 9 (Rejets); article 10 (Stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure, à l'exclusion des déchets de mercure); article 11 (Déchets de mercure); article 12 (Sites contaminés); article 14 (Renforcement des capacités, assistance technique et transfert de technologies); article 17 (Échange d'informations); article 18 (information, sensibilisation et éducation du public); article 19 (Recherche-développement et surveillance); et article 21 (Établissement de rapports).

7. Certaines obligations ne s'appliquent qu'à certaines Parties, notamment aux Parties qui ont constaté que sur leurs territoires, l'extraction minière et la transformation artisanales et à petite échelle d'or utilisant l'amalgamation au mercure pour extraire l'or du minerai sont non négligeables, ou aux Parties disposant de sources pertinentes d'émissions. Dans les autres cas, les obligations s'appliquent à toutes les Parties à la Convention.

8. Dans le cadre de l'élaboration d'orientations destinées au FEM, on pourrait envisager de hiérarchiser, selon qu'il convient, les obligations qui fait la Convention, en particulier dans l'optique du paragraphe 8 de l'article 13, qui prévoit que la Caisse du FEM devrait tenir compte du potentiel de réduction du mercure de l'activité proposée par rapport à ses coûts.

9. Lorsqu'on examinera la catégorie d'activités qui ne sont pas obligatoires au titre de la Convention mais qui favoriseraient une application rapide de cette dernière ou des réductions directes d'émissions ou de rejets de mercure, l'élaboration de plans de mise en œuvre sera peut-être une activité essentielle à envisager. L'article 20 dispose que chaque Partie peut, à l'issue d'une

première évaluation, élaborer et appliquer un plan de mise en œuvre. Les plans de mise en œuvre prescrits dans d'autres instruments, notamment la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, pourraient donner des orientations sur les activités qu'il faut mener pour assurer la bonne mise en œuvre de la Convention.

10. Les orientations initiales que le secrétariat du FEM a fournies couvrent les activités habilitantes, y compris les activités d'évaluation initiale au titre de la Convention et l'élaboration de plans d'action nationaux concernant l'extraction d'or artisanale et à petite échelle. Les orientations resteront en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient révisées par le Comité de négociation intergouvernemental et la Conférence des Parties, conformément à la résolution adoptée par la Conférence de plénipotentiaires.

11. La section 1 des orientations initiales, qui porte sur les activités d'évaluation préliminaire, indique que des ressources financières seront fournies aux pays pour des activités visant à recenser les problèmes nationaux concernant le mercure et à déterminer si leurs lois et réglementations sont suffisantes pour leur permettre de s'acquitter des obligations qu'emportera à leur égard la Convention de Minamata. Les orientations énumèrent un certain nombre de catégories visées par la Convention de Minamata ainsi que des éléments pouvant être examinés dans le cadre de l'évaluation initiale. Le financement d'activités relatives à l'évaluation initiale n'excèdera pas 200 000 dollars, sauf si le pays peut justifier qu'il a besoin de davantage de fonds en raison de la complexité de la situation nationale.

12. La section 2 des orientations initiales, qui porte sur l'élaboration de plans d'action nationaux concernant l'extraction d'or artisanale et à petite échelle, exige qu'un pays informe le secrétariat par écrit que les activités d'extraction minière et de transformation artisanales et à petite échelle d'or menées sur son territoire sont non négligeables. Les mesures visées en relation avec l'élaboration de plans d'action nationaux sont similaires à celles figurant à l'Annexe C de la Convention. Le financement octroyé au titre de l'élaboration de plans d'action nationaux ne dépassera pas 500 000 dollars, sauf si, comme pour les activités d'évaluation initiale, la complexité de la situation nationale peut justifier un financement plus important.

13. Le Comité souhaitera peut-être envisager de proposer des orientations au FEM, s'agissant en particulier d'établir des priorités pour le financement de mesures liées aux obligations découlant de la Convention et celui d'activités jugées propices à une mise en œuvre rapide de la Convention. En outre, le Comité souhaitera peut-être transmettre des observations au FEM sur les orientations initiales concernant les activités habilitantes. Enfin, les orientations initiales indiquent que pendant la période allant de l'adoption de la Convention à l'entrée en vigueur de cette dernière, le Comité pourrait fournir de nouvelles orientations sur les critères applicables aux activités habilitantes. Dans ce contexte, le Comité pourra peut-être également examiner d'autres efforts déployés en faveur de la ratification et qui permettraient aux pays d'obtenir un financement de la Caisse du FEM, d'autant plus qu'au moment de la sixième réunion du Comité, la Convention ne sera plus ouverte à la signature.

Annexe

[Anglais seulement]



GEF/C.45/Inf.05/Rev.01
January 24, 2014

GEF Council Meeting
November 5 – 7, 2013
Washington, D.C.

INITIAL GUIDELINES FOR ENABLING ACTIVITIES FOR THE MINAMATA CONVENTION ON MERCURY

TABLE OF CONTENTS

Introduction and Summary	1
The Role of the GEF	2
Section 1.....	3
Guidelines for Minamata Convention Initial Assessment Activities (MIA)	3
Definition	3
Country Eligibility	3
Preparation of Minamata Convention Initial Assessment Activities	4
Value of Grants	5
Minamata Convention Initial Assessment Activities.....	5
Section 2.....	6
Guidelines for the preparations of Artisanal and Small-Scale Gold Mining (ASGM) National Action Plans (NAPs) required under Article 7	6
Country Eligibility	6
Preparation of ASGM National Action Plans	6
Value of Grants	7
ASGM National Action Plans	7

INTRODUCTION AND SUMMARY

1. At its 44th Meeting in June 2013, the GEF Council considered document GEF/C.44/04, *Preparing the GEF to serve as the Financial Mechanism of the Minamata Convention on Mercury upon entry into force* and in its decision, inter alia:

“Authorized the use of up to \$10 million for the funding of an early action pre-ratification program for the Minamata Convention to be programed during the remainder of GEF-5, upon request by eligible signatory countries.

Requested the GEF Secretariat to develop initial guidelines consistent with the final resolutions of the Diplomatic Conference for enabling activities and pre-ratification projects, in consultation with the interim Secretariat of the Minamata Convention, and present this as an information document at the 45th Council Meeting.”

2. The document containing the initial guidelines was originally presented to the 45th Council meeting as document GEF/C.45/Inf.05 for its information

3. After reviewing the initial guidelines, the Council requested the GEF Secretariat to circulate these guidelines to the Council members for comments, and thereafter prepare a revised version to be circulated in January 2014. The guidelines were circulated and comments from a number of Council members were received and incorporated into the revised version.

4. The revised guidelines are catalogued as GEF/C.45/Inf.05/ Rev.01.

5. This document is divided into two sections (Section 1 and 2) to cover programming of the \$10 million during the early action pre-ratification program and eligible enabling activities of the Minamata Convention.

6. Section 1 of this paper presents the initial guidelines for the development of “Minamata Convention initial assessment activities” (MIA). Section 2 of the paper presents the initial guidelines for the development of Artisanal and Small-Scale Gold Mining (ASGM) National Action Plans (NAP), in accordance with Article 7 (3) of the Convention.

7. The initial guidelines for these enabling activities will be used for programming the funds specifically approved by the 44th GEF Council in June 2013 for this purpose and will also be used to allocate resources in GEF 6 for these enabling activities.

8. These initial guidelines will be in effect until such time as they are revised by the Intergovernmental Negotiation Committee (INC) and the Conference of the Parties consistent with the resolution adopted by the Conference of Plenipotentiaries on the Minamata Convention on Mercury.

THE ROLE OF THE GEF

7. Article 13 of the Minamata Convention on Mercury establishes a financial mechanism that shall include the Global Environment Facility Trust Fund and a specific international Programme to support capacity-building and technical assistance.

8. Specifically Article 13 states the following:

“The Global Environment Facility Trust Fund shall provide new, predictable, adequate and timely financial resources to meet costs in support of implementation of this Convention as agreed by the Conference of the Parties. For the purposes of this Convention, the Global Environment Facility Trust Fund shall be operated under the guidance of and be accountable to the Conference of the Parties. The Conference of the Parties shall provide guidance on overall strategies, policies, programme priorities and eligibility for access to and utilization of financial resources. In addition, the Conference of the Parties shall provide guidance on an indicative list of categories of activities that could receive support from the Global Environment Facility Trust Fund. The Global Environment Facility Trust Fund shall provide resources to meet the agreed incremental costs of global environmental benefits and the agreed full costs of some enabling activities.”

SECTION 1

Guidelines for Minamata Convention Initial Assessment Activities (MIA)

Definition

1. Enabling activities, as defined in the GEF Operational Strategy, represent a basic building block of GEF assistance to countries. These activities are a means to fulfill the communication requirements of a convention by providing the basic and essential information that will enable policy and strategic decisions to be made, or that will assist in developing plans that identify priority activities within a country. Countries that have carried out these activities would be enabled or have the ability to formulate direct sectoral and economy-wide programs to address global environmental problems, through cost-effective approaches within the context of national sustainable development efforts. Country-driven enabling activities will normally qualify for funding from the GEF when they are directly related to global environmental benefits, and/or consistent with the guidance from a convention.
2. The purpose of these guidelines is to assist an eligible party, if it so requires, to:
 - (a) assess its current regulatory framework in the context of preparation for a decision whether to ratify;
 - (b) decide if there is justification to notify the convention in accordance with article 7;
 - (c) To prepare to implement the obligations of the *Minamata Convention on Mercury* as soon as possible.

Country Eligibility

3. Consistent with paragraph 9 (b) of the GEF Instrument, in the interim period between adoption of the Convention and the COP1, as well as after the COP1, countries eligible to receive GEF funding for the Convention MIAs will be developing countries or countries with economies in transition:
 - (a) that have signed the Convention; and
 - (b) that are eligible for World Bank (IBRD and/or IDA) financing or eligible recipients of UNDP technical assistance through its target for resource assignments from the core (TRAC) .
4. Meetings of the Intergovernmental Negotiation Committee (INC) in the interim period may provide further guidance on the eligibility criteria for enabling activities, including MIAs.
5. Further guidance on eligibility criteria may be provided by the COP after the Minamata Convention enters into force.

Preparation of Minamata Convention Initial Assessment Activities

6. MIA financing will be provided to countries in order to identify domestic mercury challenges and the extent to which existing legal and regulatory frameworks enable a country to implement future obligations under the Minamata Convention.

7. The list below includes specific issues to be addressed by the MIAs.¹ For countries that have already undertaken national assessments or chemical profiles that address elements of the below-referenced menu (e.g. Through assistance of the SAICM QSP), they are encouraged to draw on already available information.

8. The Minamata Convention has controls and/or phase out deadlines established for the following categories:

- (a) Mercury supply sources and trade (Article 3);
- (b) Mercury-added products (Article 4);
- (c) Manufacturing processes in which mercury or mercury compounds are used (Article 5);
- (d) Artisanal and small-scale gold mining (Article 7);
- (e) Emissions (Article 8);
- (f) Releases (Article 9).

9. The MIA exercise may, for example, include the following elements as applicable to the specific needs of an eligible country:

- (a) Review and assessment of legislation and policies in regard to the implementation of the provisions of:
 - (i) Article 3 – Mercury supply sources and trade, including import and export procedures;
 - (ii) Article 4 – Mercury added products
 - (iii) Article 5 – Manufacturing processes in which mercury or mercury compounds are used;
 - (iv) Article 7 – Artisanal and small-scale gold mining, including legislation and policy to cover formalization, worker health and safety;
 - (v) Article 8 – Emissions, specifically in regard to relevant national air pollution/emission standards and regulations; and
 - (vi) Article 9 – Releases, specifically in regard to the ability to identify and categorize sources of releases.
 - (vii) Article 10 - ensure that interim storage is undertaken in an environmentally sound manner.

¹ Towards the development of the MIA, countries are encouraged to refer to the Toolkit for Identification and Quantification of Mercury Releases as developed by UNEP. The Toolkit is intended to assist countries to develop a national mercury releases inventory.

- (viii) Article 11 – For Parties that are parties to both the Minamata and the Basel Convention to apply the definitions of the Basel Convention to wastes covered by the Minamata Convention
- (b) Initial inventory of mercury in the following categories:
 - (i) Stocks of mercury and/or mercury compounds, including an assessment of current storage conditions as well as an evaluation of potential storage needs in the future once the Convention is implemented;
 - (ii) Supply of mercury, including sources, recycling activities and quantities;
 - (iii) Sectors that use mercury and the amount per year, including manufacturing processes, ASGM and mercury added products; and
 - (iv) Trade in mercury and mercury containing compounds.
- (c) Identification of:
 - (i) Emission sources of mercury;
 - (ii) Release sources of mercury to land and water.
- (d) Assessment of the institutional and capacity needs required to implement the Convention, including the systems needed to report to the Convention under article 21, and identification of national institutions required to implement the Convention, including areas to be strengthened.
- (e) Development of appropriate strategies for identifying and assessing mercury contaminated sites.

10. Based on the relevant information collected during the MIA exercise described above, the MIA may also include the following :

- (a) National Mercury Profile, including identification of significant sources of emissions and releases, as well as inventories of mercury and mercury compounds;
- (b) Overview of structures, institutions, and legislation already available to implement the Convention;
- (c) Challenges to implementation, including identification of legal and/or regulatory gaps to be addressed prior to ratification
- (d) Capacity building, technical assistance as well as other needs required for the implementation of the Convention.

VALUE OF GRANTS

Minamata Convention Initial Assessment Activities

11. The amount of the grant will be determined on a case-by-case basis. Each grant should normally not exceed US\$200,000 unless the country can justify the additional amount due to the complexity of national circumstances.

SECTION 2

Guidelines for the preparations of Artisanal and Small-Scale Gold Mining (ASGM) National Action Plans (NAPs) required under Article 7*Country Eligibility*

1. Consistent with paragraph 9(b) of the GEF Instrument, in the period between adoption of the Convention and the COP1, countries eligible to receive GEF funding for the preparation of ASGM National Action Plans (ASGM NAPs) will:
 - (a) Notify the Secretariat of the Convention in writing that there is more than insignificant ASGM and processing in its territory (Article 7, para 3);
 - (b) Be developing countries or countries with economies in transition that have signed the Convention; and
 - (c) Be eligible for World Bank (IBRD and/or IDA) financing or be eligible recipients of UNDP technical assistance through its target for resource assignments from the core (TRAC).
2. Meetings of the Intergovernmental Negotiation Committee (INC) in the interim period may provide further guidance on the eligibility criteria for the ASGM NAP.
3. Further guidance on eligibility criteria may be provided by the COP after the Minamata Convention enters into force.

Preparation of ASGM National Action Plans

4. In accordance with paragraph 3 of Article 7 of the Convention and Annex C, the ASGM NAP will contain the following:
 - (a) National objectives and reduction targets;
 - (b) Actions to eliminate:
 - (i) Whole ore amalgamation;
 - (ii) Open burning of amalgam or processed amalgam;
 - (iii) Burning of amalgam in residential areas, and;
 - (iv) Cyanide leaching in sediment, ore or tailings to which mercury has been added without first removing the mercury;
 - (c) Steps to facilitate the formalization or regulation of the artisanal and small-scale gold mining sector;
 - (d) Baseline estimates of the quantities of mercury used and practices employed in artisanal and small-scale gold mining and processing within its territory;
 - (e) Strategies for promoting the reduction of emissions and releases of, and exposure to, mercury in artisanal and small-scale gold mining and processing, including mercury-free methods;

- (f) Strategies for managing trade and preventing the diversion of mercury and mercury compounds from both foreign and domestic sources to use in artisanal and small-scale gold mining and processing;
 - (g) Strategies for involving stakeholders in the implementation and continued development of the national action plan;
 - (h) A public health strategy on the exposure of artisanal and small-scale gold miners and their communities to mercury. Such a strategy should include, *inter alia*, the gathering of health data, training for health-care workers and awareness-raising through health facilities;
 - (i) Strategies to prevent the exposure of vulnerable populations, particularly children and women of child-bearing age, especially pregnant women, to mercury used in artisanal and small-scale gold mining;
 - (j) Strategies for providing information to artisanal and small-scale gold miners and affected communities; and
 - (k) A schedule for the implementation of the NAP.
5. In addition, a NAP may include additional strategies to achieve its objectives, including the use or introduction of standards for mercury-free artisanal and small-scale gold mining and market-based mechanisms or marketing tools.
6. The NAPs may carry out the following as appropriate:
- (a) Analysis and characterization of the ASGM sector, including the main mining areas, the miners/private sector involved with the relevant stakeholders, and the level of formalization
 - (b) Baseline consumption of mercury;
 - (c) Assessment of technically available and economically feasible techniques and technologies that can replace the use of mercury.

VALUE OF GRANTS

ASGM National Action Plans

7. The amount of the grant will be determined on a case-by-case basis. Each grant should normally not exceed US\$500,000 unless the country can justify the additional amount due to the complexity of national circumstances.
8. If a country intends to do both an MIA and an ASGM NAP the country must take steps not to replicate activities.